

Résumé de l'évolution des aides publiques aux entreprises en France depuis 2012

Un montant global en forte hausse, surtout depuis 2020

- Le montant des aides publiques aux entreprises a fortement augmenté au cours des dernières décennies. Entre 2000 et 2019, il a plus que quadruplé, passant de 2,7% à 6,4% du PIB[3].

- En 2019, avant la crise du Covid, le montant global des aides était estimé à environ 157 milliards d'euros selon un rapport de l'IRES[1][3]. Le ministère du budget l'évaluait plutôt autour de 140 milliards en 2018[1].

- Avec les aides exceptionnelles mobilisées face aux crises sanitaire et énergétique depuis 2020, le soutien public aux entreprises a atteint des niveaux records. La Cour des Comptes évalue à 92,4 milliards d'euros le coût des aides de l'État de 2020 à 2022[1][4]. En intégrant les prêts garantis et reports de cotisations, le soutien total sur cette période représente 10% du PIB[4].

Des dispositifs multiples, mais une lisibilité difficile

- Il existe un foisonnement de dispositifs d'aides (près de 2000), intervenant à chaque étape de la vie d'une entreprise : création, développement, innovation, embauche, export...[1]

- Certains dispositifs emblématiques ont été mis en place sur la période, comme le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) de 2013 à 2018, qui représentait un coût annuel d'environ 20 milliards d'euros[1][2].

- Mais la multiplication des dispositifs, leur nature différente et leur constante évolution rendent difficiles les évaluations et la lisibilité de l'action publique[1][6]. Il n'existe pas de cadre unifié pour leur suivi et leur contrôle[6].

Une efficacité discutée malgré les sommes engagées

- Si certains dispositifs comme les aides à l'innovation semblent avoir eu un impact positif sur l'emploi et l'investissement des PME[2], l'efficacité réelle de nombreuses aides reste sujette à caution au regard des montants engagés.

- Le CICE par exemple n'aurait permis de créer ou sauvegarder qu'environ 100 000 emplois entre 2013 et 2015 selon France Stratégie[1][2]. Son effet sur l'investissement ne semble pas significatif[1].

- Globalement, le bilan des aides massives face aux crises récentes est jugé contrasté par la Cour des Comptes[4]. Si elles ont permis de soutenir la trésorerie des entreprises et de préserver l'emploi, le cumul des dispositifs a pu conduire à des surcompensations par rapport aux pertes réelles[4].

Quels sont les types d'aides publiques aux entreprises en France en dehors du CICE

D'après les informations fournies dans les différents documents, on peut distinguer trois principaux types d'aides publiques aux entreprises en France, en dehors du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) :

1. Les subventions directes

Elles peuvent prendre différentes formes et intervenir à chaque étape de la vie d'une entreprise[1][6] :

- Aides à la création et reprise d'entreprise : subventions, prêts à taux zéro, accompagnement des créateurs...
- Aides au développement : aides à l'embauche, à l'investissement, à l'export, garanties financières...
- Aides ciblées sur certains secteurs (industrie, agriculture...) ou territoires (zones rurales, quartiers prioritaires...)
- Aides exceptionnelles face aux crises : chômage partiel, prêts garantis par l'État, plans de relance...

2. Les crédits d'impôts et exonérations fiscales

En plus du CICE, il existe de nombreux autres dispositifs de crédit d'impôt ou d'exonérations fiscales[1][6] :

- Crédit d'Impôt Recherche (CIR), pour les dépenses de R&D des entreprises
- Statut de Jeune Entreprise Innovante (JEI), donnant droit à des exonérations d'impôts
- Exonérations fiscales dans certaines zones géographiques (ZRR, QPV...)
- Taux de TVA réduits pour certains secteurs (rénovation énergétique...)

3. Les exonérations et baisses de cotisations sociales

Elles visent à réduire le coût du travail pour les entreprises. On peut citer notamment[4][6] :

- Les exonérations générales de cotisations patronales sur les bas salaires
- Les exonérations ciblées pour l'embauche de certains publics (jeunes, chômeurs...)
- La transformation du CICE en baisse pérenne de cotisations sociales à partir de 2019

Au total, le montant de ces aides publiques aux entreprises était estimé à près de 157 milliards d'euros en 2019 selon un rapport de chercheurs[1]. Elles constituent le premier poste de dépense publique, devant l'éducation[6]. Leur efficacité réelle fait cependant débat au regard de leur coût très élevé pour les finances publiques..

Article (officiel) de vie-publique.fr

Aides publiques aux entreprises : un état des lieux

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/289629-aides-publiques-aux-entreprises-un-etat-des-lieux#:~:text=Une%20r%C3%A9cente%20note%20de%20la,crises%20de%202020%20et%202022>

Références

[1]

[https://ppl-ai-file-upload.s3.amazonaws.com/web/direct-files/454117/df3839d9-c00e-4134-a3da-e4a1e80b87ab/Aides publiques aux entreprises _ un état des lieux _ vie-publique.fr.pdf](https://ppl-ai-file-upload.s3.amazonaws.com/web/direct-files/454117/df3839d9-c00e-4134-a3da-e4a1e80b87ab/Aides%20publiques%20aux%20entreprises%20_%20un%20état%20des%20lieux%20_%20vie-publique.fr.pdf)

[2] <https://www.economie.gouv.fr/cedef/aides-publiques-entreprises>

[3]

https://idf.drieets.gouv.fr/sites/idf.drieets.gouv.fr/IMG/pdf/notice_aide_etat_applicable_jusqu_au_31_decembre_2023-2.pdf

[4]

<https://www.alternatives-economiques.fr/couteuses-aides-publiques-aux-entreprises-efficaces/0105830>

[5] <https://www.alternatives-economiques.fr/a-quoi-aides-aux-entreprises-servent/00105831>

[6]

<https://www.humanite.fr/social-et-economie/economie/un-capitalisme-accro-aux-aides-publiques-769519>

[7]

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/micaidepub/l15b4040_rapport-information

[8]

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/289629-aides-publiques-aux-entreprises-un-etat-des-lieux>

[9]

<https://www.humanite.fr/social-et-economie/aides-publiques/un-pognon-de-dingue-pour-faire-baisser-le-cout-du-travail-769600>